

# Tribune socialiste

N° 351 / 7 DÉCEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



## UN SEUL COMBAT

Marc Heurgon

**L**e cardinal ligueur ne célébrera plus sa messe de Noël vengeresse devant les troupes américaines au Vietnam ; M. McNamara va quitter le Pentagone et paradoxalement, le départ de celui qui plus que tout autre incarna cette énorme puissance militaire, fait craindre à chacun une aggravation de la guerre. C'est un peu une page que l'on tourne ; c'est la bonne conscience des Etats-Unis qui s'effondre. Ce ministre civil, c'était tout de même la garantie du risque calculé et gradué, c'était encore un barrage à l'escalade irraisonnée, au déchaînement sans borne des militaires. Maintenant, place à l'inconnu.

Nous avons bien connu une telle situation dans les derniers temps de la guerre d'Algérie ; nous savons comment un gouvernement qui durant des années a de plus en plus profondément engagé ses armées dans une aventure sans issue, se voit ensuite incapable de résister aux exigences accrues des militaires, qu'il a imprudemment rendus maîtres de la situation et qui réclament que l'expérience soit menée jusqu'au bout ; nous connaissons les mouvements de colère d'une armée moderne tenue en échec par un adversaire insaisissable parce qu'incrusted dans le terrain qu'il défend et parce qu'appuyé par tout un peuple qui fait cause commune avec

lui. Nous avons subi le poids financier d'une guerre coloniale sans fin, l'isolement croissant par rapport à l'opinion internationale, l'irruption de la guerre dans les débats internes et les joutes électorales de la nation. Il y a du Coty dans ce dernier visage de Johnson, soumis à des pressions contradictoires, cherchant à duper tout le monde, s'amollissant pour les uns et se durcissant pour les autres.

Tous ces symptômes nous les connaissons : ils annoncent le commencement de la fin. Mais c'est quand la bête est blessée qu'elle est capa-

(suite page 3)



**Pour un Paris  
démocratique**

David Weill

**Entre  
le chômage  
et l'inflation**

Jacques Malterre

**Où va la  
F.E.N.**

Robert Chapuis

**Saint-Etienne  
à Paris**

Claude Glayman

**Les Soviétiques  
de 1967**

Harris Puisais

## LES POINGS SUR LES I Et je suis fier, fier...

**D**e Gaulle est un grand homme. Personne ne dira le contraire. 1,92 m au pays des « nabots ratatinés », ça ne passe pas inaperçu. Son regard porte loin. Defferre avec son horizon 80 n'était qu'un plaisantin marseillais au regard de l'actuel chef de l'Etat. Pour de Gaulle, c'est au moins l'horizon 2 000.

Cette audace fait jubiler les gaullistes de gauche, qui mangent suffisamment à leur faim pour s'offrir des récréations de haute métaphysique. Si chez d'autres, c'est l'estomac qui crie avec des petits bruits dégoûtants, chez eux plus noblement c'est l'âme qui module.

Ainsi, le Général, les yeux fixés sur la ligne bleue de l'avenir français, en oublie de plonger le regard dans les abysses au fond desquelles grouillent plaies et misères. Mais le temps n'est pas à la jérémiade, il est à l'exaltation.

Ouvrier sans espoir rencontré l'autre soir au bord d'un zinc des Halles, réjouis-toi ! paysan de l'ouest condamné à devenir un prolétaire sous-développé, étouffe tes craintes ! étudiant qui ne sait pas de quoi demain sera fait ; vieillards qui survivez pudiquement derrière vos rideaux tirés, souriez colgate ! patriotes guadeloupéens croupissant dans les geôles de « l'homme de la décolonisation », dessinez sur les murs sales les formes de votre chance !

La France est seule, mais elle est grande. La France est critiquée, mais elle nage dans les eaux profondes du progrès. Un bonheur indicible inonde les visages des parisiens qui fréquentent le métro, comme M. Giscard.

Le métro dans lequel, l'autre jour, une bande de gosses chantaient à tue-tête « Et je suis fier, et je suis fier, et je suis fier d'être Français ».

Transporté, je me suis joint derechef à ce chœur bouleversant de voix enfantines et innocentes...

André LAUDE.

## responsable politique êtes-vous

### BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.

## Conférence pour rien

**U**n parterre composé essentiellement de militants, auxquels s'étaient joints quelques journalistes, a assisté à la conférence de presse, tenue par Guy Mollet. Les militants ont marqué à diverses reprises leur satisfaction par des applaudissements. Les journalistes s'interrogeaient eux sur les raisons de cette conférence.

Le leader socialiste est en effet paru mal à l'aise, dans sa réponse au général de Gaulle. Tout le decorum de cette cérémonie dans l'incroyable ambiance rococo de l'Hôtel Continental, semblait écraser le vice-président de la F.G.D.S. qui, entouré de tout l'état-major de la Fédération, a débité d'un ton terne et appliqué, un texte décousu, n'apportant rien, strictement rien, par rapport aux positions déjà connues de la F.G.D.S.

Les comparaisons ne pouvaient manquer de s'établir, notamment par rapport à l'absent du jour, François Mitterrand, en tournée de conférences aux Etats-Unis. Le leader socialiste a d'ailleurs précisé que c'était à la demande du président de la F.G.D.S. qu'il avait décidé de prendre la parole. Cette affirmation a provoqué quelques sourires. On sait que les gens aiment jaser.

Est-ce précisément parce qu'il parlait au nom de la Fédération et non en tant que porte-parole de la S.F.I.O., rôle qui lui est plus habituel, que l'ancien président du Conseil, est apparu si contraint et si crispé ?

Sa conférence est en tout cas apparue comme parfaitement inutile.

## La journée du 13 décembre

**L**es arguments du gouvernement, pour la démonstration du bien-fondé de sa politique, ne crèvent même plus le petit écran du Journal télévisé. On a tant et tant parlé du Marché commun et de ses conséquences que la plupart des travailleurs sont déjà persuadés qu'il y a dans cette affaire plus que des incertitudes.

Malgré cette sourde colère, les syndicats sont pratiquement condamnés à l'immobilisme depuis la rentrée

d'octobre. C'est le résultat de la tactique, sûrement concertée, du gouvernement et du patronat. Côté gouvernement, on rassure par-ci, on promet par-là, on s'engage à discuter bientôt... Côté patronat, on a fait miroiter les discussions depuis le mois d'août jusqu'à fin octobre. Puis on a consenti, mais uniquement sur le point précis de l'emploi, et on a invité les organisations les unes après les autres. Maintenant, on promet de se revoir bientôt pour débattre du chômage partiel. En revanche les syndicats ont obtenu d'être consultés tous ensemble dans une table ronde.

C'est cela qui, en grande partie, peut expliquer les piétinements actuels des syndicats. A l'heure où se dessine l'espoir d'un dialogue avec le patronat, n'est-il pas dangereux de lancer les travailleurs dans une épreuve de force ? D'autant que si le mécontentement du monde du travail est bien établi, la preuve de sa combativité reste à faire. Les positions de F.O. ne s'expliquent pas que par le réflexe apolitique ou anti-communiste de cette centrale. Les hésitations de la C.F.D.T. ne semblent pas découler uniquement de certaines exigences tactiques.

Dans ces conditions et dans cette situation, le 13 décembre revêt un aspect original. Il faudra prêter grande attention aux événements de cette journée, ils seront lourds de signification pour l'avenir du combat ouvrier dans les mois qui viennent. En effet, il faut remarquer que les syndicats n'ont pas appelé les travailleurs à 24 heures de grève, mais à une journée nationale interprofessionnelle d'action. Même si le communiqué officiel, publié par la C.G.T. et la C.F.D.T., déclare que la principale revendication sera la reconquête de la Sécurité sociale, là n'est pas l'important. Ce qui est nouveau et essentiel, c'est de laisser aux travailleurs le soin de choisir la forme et les moyens de leur action.

Le 13 décembre, les organisations syndicales vont prendre la température, mesurer le degré de combativité de leurs troupes. Déjà, la plupart des fédérations du secteur public ont annoncé qu'elles feraient 24 heures de grève. Mais que va-t-il se passer dans le secteur privé ? Les syndicats trouveront-ils, chez les travailleurs, une combativité au-delà, ou en deçà, de leurs espérances ? C'est de cela dont dépend l'avenir. L'organisation de ce « test » fait preuve d'un certain courage, et il est permis d'affirmer que seule l'unité d'action pouvait permettre de le mener à bien. Car, quelle centrale syndicale pourrait affronter seule une bataille ayant un tel enjeu ?

## Tribune Socialiste

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Abonnements :

C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

## Sécurité sociale : la guérilla

**L**e combat contre les ordonnances sur la Sécurité sociale se mène un peu partout en France. A Maubeuge, à l'appel des organisations syndicales et des sociétés mutualistes, trente mille manifestants ont défilé dans la rue. Ce fut, de loin, la plus grande démonstration de ces derniers jours. A Cholet, toutefois, cinq mille manifestants se sont heurtés aux forces de police ; deux heures de bagarre, quinze blessés dans le service d'ordre, un chez les manifestants.

Ailleurs, la lutte prend des allures de guérilla, notamment à l'occasion de l'installation des nouveaux conseils d'administration. A Nice, trois cents manifestants envahissent les locaux de la caisse, l'élection du président doit être reportée. Même chose au Mans et à Lyon où les représentants salariés ont refusé de siéger dans des locaux occupés par la police. La centaine de manifestants de Lille a également pu pénétrer dans la salle du conseil. A Bayonne, au Havre, à Saint-Etienne, les délégations de travailleurs ont pu remettre des motions et des pétitions aux directeurs de caisse. Dans un certain nombre d'autres villes il y a eu de nombreux débrayages dans les usines et les ateliers. Affaire à suivre.

## Un seul combat

(suite de la page 1)

ble des soubresauts les plus dangereux. Jamais donc l'enjeu n'a paru si important, jamais l'issue du combat vietnamien n'a pesé d'un poids si lourd sur notre avenir à tous, jamais notre solidarité avec les combattants du F.N.L. n'a été si impérieuse. L'année 1967 s'achève à l'heure du Vietnam et tout indique que dans les premiers mois de l'année nouvelle la lutte entre les forces impérialistes et les forces socialistes sera déterminée par l'issue du combat qui se déroule dans le Sud-Est asiatique.

La leçon du dernier automne a précisément résidé dans la réplique de plus en plus large de l'opinion de gauche mondiale à l'escalade américaine. Des manifestations de Tokyo à celles de Washington le mouvement connaît une ampleur sans précédent. L'écho de la condamnation prononcée par le Tribunal Russell dépasse les frontières du petit état qui en avait accueilli les membres. En France même, le rassemblement du 21 octobre, celui des Jeunes communistes du 26 novembre, le succès de la semaine Che Guevara à Paris, ont mobilisé des forces beaucoup plus considérables que par le passé. L'isolement est désormais le lot de ceux seuls qui en prennent leur parti et l'absence de la F.G.D.S., par exemple, le 21 octobre, a paru indéfendable à nombre de ses militants.

L'important est de remarquer que cet élargissement ne s'est nullement traduit par une édulcoration des mots d'ordre, mais tout au contraire par leur radicalisation et leur adaptation à la réalité du combat anti-impérialiste. Rien ne démontre mieux que l'unité n'implique aucun affadissement des positions mais prend force dans la connaissance de l'adversaire réel, dans la cohérence et la rigueur sur le fond. Qu'importe les quelques attardés que se satisfont encore de la « condamnation des violences américaines », comme si notre dénonciation portait sur les formes de la guerre et non pas sur l'agression elle-même. Aux apôtres du bélement sur la « Paix au Vietnam », le professeur Tach, ministre de la Santé à Hanoi, vient de répondre dans les colonnes du « Monde » : « la paix ne saurait être un mot creux ; elle ne peut être pour nous que synonyme d'indépendance et de liberté ». « Lutter avec le Vietnam », c'est désormais pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes, prendre conscience que le combat est un, s'il a des formes différentes et qu'en le menant nous donnons un contenu réel à la lutte actuelle contre le capitalisme américain en Europe.

\*\*

On pouvait croire la cause entendue. Il apparaît que non, puisque c'est le moment que choisit l'édi-

rialiste d'une lettre confidentielle pour remettre en question le caractère global du combat anti-impérialiste et pour proposer, au nom de l'efficacité, la parcellisation des luttes et le repli sur des batailles sectorielles.

La démarche est tout, sauf nouvelle. Souvenons-nous ; il y a qu'une soixantaine d'années et l'époque est aux anniversaires. On les entend ces leaders de la social-démocratie des années 1910 lorsqu'ils clamaient leur certitude que le socialisme l'emporterait d'abord dans les pays capitalistes avancés, comme l'Allemagne ou l'Angleterre. Et quand l'ébranlement s'est produit dans les rues de Petrograd, quand le pouvoir des Soviets s'est imposé à un Empire aux trois quarts composé de paysans, quand il a affronté des structures industrielles récentes et de type colonial, nos maîtres à penser n'ont pas reconnu la révolution qui était inscrite dans leurs livres, ils n'ont pas prévu l'ébranlement mondial qui en résulterait, puis, au nom des principes de la révolution, ils se sont trompés de camp et se sont faits contre-révolutionnaires.

Les vieux clichés dogmatiques ont certes la vie longue. Voilà donc nos Sancho du modernisme qui clament leur certitude que dans les dix années à venir, ce n'est qu'en Europe (U.R.S.S. comprise, puisqu'il s'agit désormais de révolutionnaires bien élevés) que peut être donnée une réponse décisive au « défi américain ». Le reste du monde n'est que marginal et ne mérite dès lors que quelques coups de chapeaux pour se mettre à l'abri des pulsations populaires. Qu'on abandonne ces lointaines contrées à l'exotisme des cheveux longs, à la drogue du terrorisme gauchiste et que vite, on se retrouve entre soi, entre cartérisés de gauche pour colloquer sur le Parlement ou les institutions de l'Europe des Six. C'est ce qu'on appelle « peser ».

\*\*

Il faut donc encore une fois préciser, afin de ne laisser aucune place à l'ambiguïté. Jamais le P.S.U. n'a prétendu renoncer au combat qui est le sien et transférer ses espoirs sur les seuls pays du tiers monde. La récente résolution de notre C.P.N. a même exactement rappelé le contraire : « la véritable solidarité avec ceux qui se battent consiste à développer une action efficace contre les forces capitalistes dans notre pays, selon les moyens et dans les domaines qui nous sont propres. » Ce qui nous semble essentiel de rappeler, parce que tout le reste en découle, c'est l'existence d'une double solidarité.

La première est horizontale et revient à constater que face à la puissance des Etats-Unis qui vise à la domination mondiale, aucune force

socialiste ne peut, sous peine d'écrasement, mener un combat isolé. Cette solidarité des luttes révolutionnaires n'implique le ralliement à aucun modèle préétabli et unique ; elle repose au contraire sur la reconnaissance de stratégies autonomes et l'emploi d'armes différentes en fonction de situations diverses.

La seconde est verticale et lie étroitement le capitalisme international à la formidable puissance que l'impérialisme américain met au service de ses intérêts. Il n'y a donc pas de lutte « pour le socialisme qui ne soit aussi une lutte de tous les instants contre la domination des Etats-Unis » (dernière résolution du C.P.N.).

\*\*

En ce qui concerne l'Europe, c'est donc mal poser le problème que de se contenter d'affirmer que le capitalisme européen est incapable de relever le défi américain et de prétendre que seule une Europe socialiste pourrait y parvenir, sans indiquer à aucun moment par quel habile tour de passe-passe cette Europe socialiste pourrait d'abord se construire à l'abri du bouclier américain pour ensuite le mettre en cause. Il ne suffit pas non plus de répéter qu'il s'agit de reprendre l'initiative sans jamais indiquer, et pour cause, en quoi celle-ci consisterait. Il suffit encore, moins d'enfourcher le slogan vide de l'Europe indépendante ou d'en rester au neutralisme des années 55 quand le rapport des forces à l'échelon mondial était différent de ce qu'il est aujourd'hui.

La possibilité d'une Europe socialiste repose avant tout sur la rupture de toute solidarité de celle-ci avec la puissance américaine. Elle implique sur le plan politique la dénonciation du pacte atlantique, non seulement parce qu'aucune solidarité n'est possible avec les agresseurs du Vietnam et de l'Amérique latine, mais surtout parce que l'alliance atlantique suppose une assurance mutuelle contre tout mouvement qui vi-

serait à remettre en cause l'équilibre économique et social actuel. Elle implique sur le plan économique et financier les mesures susceptibles de mettre l'Europe à l'abri des investissements américains comme du pillage technologique dont elle est la victime.

Lorsqu'à Prague, François Mitterrand déclare qu'« on ne peut pas demander à la France de quitter l'alliance atlantique avant d'avoir construit l'Europe », il prend son parti d'une Europe qui ne pourra se bâtir dans ce cadre que suivant les normes du capitalisme. Lorsqu'à propos d'un colloque sur l'Europe, on voit une convergence possible à partir du moment où le problème du pacte atlantique serait passé sous silence, ce qui implique bien entendu que les choses soient laissées en l'état, on prend également son parti de la situation présente et sous un rideau de fumée, on se range dans le camp de l'Europe américaine.

\*\*

Lors de la récente conférence de Bologne les forces progressistes des deux rives de la Méditerranée ont particulièrement insisté sur l'importance qu'aurait une campagne engagée par les forces socialistes d'Europe contre le renouvellement du pacte atlantique en 1969. Il est probable que la question sera de nouveau examinée lors d'une prochaine rencontre qui dans quelques semaines se tiendra à Palerme. Mais parce qu'elles sont directement concernées, c'est aux forces socialistes d'Europe occidentale qu'il appartient de prendre dans ce domaine l'initiative de la campagne. Le P.S.U. a été mandaté pour le faire par son 5<sup>e</sup> Congrès ; il vient, en liaison avec le P.S.I.U.P. italien, de prendre les contacts nécessaires pour réunir à Paris dans les premiers mois de l'année nouvelle une conférence des mouvements et partis qui entendent donner à la lutte anti-impérialiste la forme la plus efficace qu'elle peut prendre en Europe. □

### MESSAGE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ AU CONGRES DE LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE

Le Parti Socialiste Unifié adresse à la Fédération de l'Education nationale réunie à Paris pour son Congrès annuel son fraternel salut et l'assurance de son étroite solidarité dans la lutte commune pour donner à l'enseignement la priorité qui lui revient dans la nation.

La rentrée scolaire a fait apparaître l'incapacité du gouvernement actuel à garantir une orientation démocratique de tous les enfants, à développer la formation dont les maîtres ont besoin, à améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants, à renouveler les méthodes et le contenu de l'enseignement pour en assurer toute l'efficacité.

La rentrée universitaire montre en ce moment même la véritable nature de ce gouvernement, incapable d'imaginer d'autres solutions que la sélection intensive à l'entrée des facultés, comme au cours des études, faute d'avoir su transformer et diversifier l'enseignement supérieur dans son ensemble.

Face à cette situation, se manifeste plus que jamais le besoin d'une alternative politique fondée sur un programme commun de la gauche qui lui permettra de gouverner avec l'appui des travailleurs et de toutes les forces démocratiques, des enseignants en particulier. Dans cette perspective, le P.S.U. est conscient de l'importance des débats et des décisions de votre Congrès. Il assure la Fédération de l'Education nationale qu'il sera présent à ses côtés lors du prochain colloque du Comité national d'action laïque pour réclamer les conditions nécessaires à l'affirmation et au développement d'une Ecole véritablement nationale, laïque et démocratique. □

## Trois journalistes trois continents

C'est une formule nouvelle qu'avait choisie, pour son meeting de rentrée, la section P.S.U. du XV<sup>e</sup> arrondissement. Trois journalistes, Jacques Decornoy du *Monde*, Albert-Paul Lentin, du *Nouvel Observateur* et Marcel Niedergang, du *Monde*, avaient ainsi été invités à apporter leurs témoignages sur la situation des luttes révolutionnaires en Afrique, en Amérique latine et dans l'Asie du Sud-Est. Ils étaient là, ainsi qu'a tenu à le préciser Jacques Kergoat qui présidait la réunion : « En tant que journalistes et parce que nous estimons que par le seul service de leur profession, avec une conscience professionnelle digne d'éloges, ils ont fait progresser la compréhension, dans l'opinion publique, de ce qu'était réellement la stratégie américaine dans le monde. »

*Decornoy : l'offensive du F.N.L.*

Jacques Decornoy, qui parlait le premier, montra comment le Front National de Libération avait pris l'offensive, durant la dernière période, sur l'ensemble du territoire sud-vietnamien et expliqua pourquoi il était erroné de considérer Dak-To comme une « victoire » américaine. Après avoir insisté sur l'ampleur de l'implantation américaine dans le Sud-Est asiatique, il en estima que

« la lutte héroïque du peuple vietnamien n'en était que plus importante et plus significative ».

Albert-Paul Lentin, quant à lui, expliqua les différentes étapes des luttes révolutionnaires en Afrique et comment les dirigeants américains s'étaient adaptés à ces différentes périodes : prenant volontiers un masque « décolonisateur » au cours des luttes pour l'indépendance, ils pratiquent au contraire à l'heure actuelle une politique néo-colonialiste et soutiennent de toutes leurs forces les bourgeois en place.

*Vers la campagne contre le pacte atlantique*

Marcel Niedergang, après avoir souligné que c'était la première fois qu'une réunion permettait de lier les problèmes de trois continents, découvrit la situation politique en Amérique latine et exposa les divergences entre la stratégie « castriste » et la stratégie vénézuélienne.

Une longue discussion avec la salle suivit ces trois exposés et Jacques Kergoat, membre du C.P.N. et secrétaire de la 15<sup>e</sup> section conclut en posant le problème de nos tâches en Europe occidentale et en rappelant les positions du parti et notamment sa décision de lancer en 1968, une grande campagne contre le renouvellement du pacte atlantique.



De gauche à droite : Marcel Niedergang, Albert-Paul Lentin, Jacques Kergoat et Jacques Decornoy.

Parmi l'assistance, on reconnaissait outre de nombreuses personnalités de l'arrondissement, Philippe Labreaux, secrétaire de la Fédération de Paris et Dung, conseiller de la délégation générale de la République Démocratique du Vietnam en

France. Plus de 400 personnes — une salle comble — assistaient à cette réunion qui représente ainsi pour notre parti, un saut qualitatif très important sur cet arrondissement où il n'avait jusqu'à présent jamais réuni plus de 120 personnes. □

## Mc Namara : un rescapé

La démission de McNamara confirme l'échec de la stratégie américaine au Vietnam : après la faillite de la « guerre spéciale », c'est le tour de l'escalade graduée, tant au Sud qu'au Nord, qui aboutit à une impasse politique et militaire. La crise entre le secrétaire d'État à la défense et son état-major était publiquement ouverte depuis le mois d'août.

Ce débat ne portait pas sur la nécessité de garder, coûte que coûte, Saïgon sous domination américaine mais bien plutôt sur le chemin à suivre pour atteindre cet objectif. Limiter l'effort de guerre américain

au contrôle des principaux centres urbains et de quelques grandes bases stratégiques, tel était somme toute, la volonté de McNamara ; généraliser la guerre au Sud, comme au Nord, envoyer des nouveaux renforts, telle était la thèse de l'état-major américain.

L'offensive des combattants vietnamiens sur plusieurs fronts, la maîtrise dont ils font preuve dans la conduite des opérations, rendaient de plus en plus difficilement tenable la position de McNamara. D'autant que le contrôle des grandes bases telle Da Nang est de plus difficile à réaliser : ce sont des centaines de

kilomètres — la longueur des périmètres de ces bases — qu'il faudrait surveiller en permanence. En ce sens, la démission de McNamara traduit bien plus la reconnaissance de son échec que la victoire du clan des militaires et des faucons.

C'est pourquoi, affirmer que la démission de McNamara va être suivie d'une intensification de l'agression américaine est vraie seulement à très court terme, Johnson ne pouvant plus se permettre d'arbitrer entre les diverses fractions directement associées au pouvoir central.

Il faudrait toutefois se grader d'interprétations trop simplificatrices qui parlent d'une victoire du clan militariste. Les tensions entre les partisans d'un dégagement au Vietnam et des tenants de la guerre à outrance vont encore s'approfondir au sein des

classes dirigeantes.

L'impérialisme américain connaît son troisième échec stratégique au Vietnam, après celui de la guerre américano-diémiste, et celui de la guerre spéciale. Acculés à choisir entre la reconnaissance de sa défaite, et la plongée dans la nouvelle guerre, Johnson hésite. C'est le moment choisi par McNamara pour se retirer, en homme habile, de la partie.

Ces habiletés sont des péripéties dérisoires quant à la gravité des contradictions qui secouent la société américaine, et à la victoire que le F.N.L. et le gouvernement de la R.D.V., avec les peuples qui les soutiennent, forgent au Vietnam.

De fait, la démission de McNamara constitue un plan de plus dans le cours de la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam. □

## Un combat courageux

Dans la vague chauvine et expansionniste qui submerge de l'avis de nombre d'observateurs, Israël, la voix de nos camarades du Mapam, vient de s'élever avec courage et vigueur.

A l'occasion de l'ouverture des travaux du comité central du Mapam,

Itzhak Patish, secrétaire national, a indiqué que son parti allait lancer une campagne pour former un vaste front de lutte « contre le chauvinisme et l'expansionnisme et pour une paix négociée ».

De son côté, Israël Barzilay, ministre de la Santé, a déclaré : « Je ne

veux pas ouvrir une polémique avec les ministres Moshé Dayan et Igal Allon, mais je désapprouve toute tendance expansionniste. Ce n'est pas par hasard que le gouvernement n'a proclamé aucune annexion de territoires conquis, sauf en ce qui concerne la partie orientale de Jérusalem. Il n'y aura certes pas de retour aux frontières du 4 juin, mais à l'exception de Jérusalem, tout le reste est négociable, sans aucune condition préalable, y compris les nou-

velles frontières de sécurité et de paix qui seront le fruit de ces négociations. »

On pourra trouver ces propos ambigus ou insuffisants. Dans le climat israélien, ils sont fondamentalement courageux. Cela prouve une fois de plus que les forces socialistes israéliennes et arabes ont de grandes responsabilités dans la recherche d'une solution équitable du conflit du Moyen-Orient. □

## Aménagement

# Pour un Paris démocratique

David Weill

En 1963, à l'initiative de l'A.D.E.L.S. s'est tenu un colloque sur les exigences du développement et de l'aménagement de la région parisienne. A ce colloque participèrent un grand nombre d'organisations syndicales, familiales et politiques, dont le P.S.U. Il nous a semblé utile de reprendre, pour « T.S. », le titre donné à ce colloque : « POUR UN PARIS DÉMOCRATIQUE ».

L'option qui vise au remplacement d'une société dominée par de puissants intérêts privés par un autre type de société, orientée vers la satisfaction de tous les besoins humains, implique, non seulement l'accès de tous, et en particulier des catégories les plus défavorisées, au bien matériel et au patrimoine culturel mais aussi une redistribution du pouvoir à tous les niveaux, dans tous les domaines. En fait, cela signifie qu'à une évolution imposée par quelques-uns, il faut opposer un progrès décidé par le plus grand nombre et que les problèmes de l'aménagement de la région parisienne ne peuvent être isolés d'une politique nationale et de choix opérés à ce niveau.

## Laisser faire

Ce sont les travailleurs, les familles populaires, les mal-logés de condition modeste, qui sont les principales victimes du développement anarchique de la région parisienne, du retard apporté à son aménagement et de l'incohérence des plans successifs. Ils subissent, en effet, les causes de l'insuffisance des constructions H.L.M. et des équipements collectifs de toute nature, de l'éloignement domicile-travail, des mauvaises conditions des transports publics.

A la conception de « libre-entreprise » correspond une anarchie de croissance ; la région parisienne s'est construite sans perspectives d'ensemble, en fonction d'initiatives souvent dictées par la spéculation, ou habitations et usines se sont implantées au hasard des terrains libres. Depuis plusieurs années, on constate une intervention plus grande de la collectivité publique dans les domaines de la construction et de l'aménagement, au niveau du financement (primes, prêts...), de la réglementation (plan, permis de construire...) et des organismes mis en place (société d'économie mixte...). Mais cette intervention de la puissance publique, relayant le secteur privé, se fait le plus souvent au bénéfice de celui-ci. Les capitaux privés, les groupes bancaires s'organisent en conséquence pour détenir le marché et réaliser des profits importants. Le capitalisme d'aujourd'hui a pris le virage. Il s'est adapté aux formules d'économie mixte. Bénéficiant des avantages que lui procure l'intervention

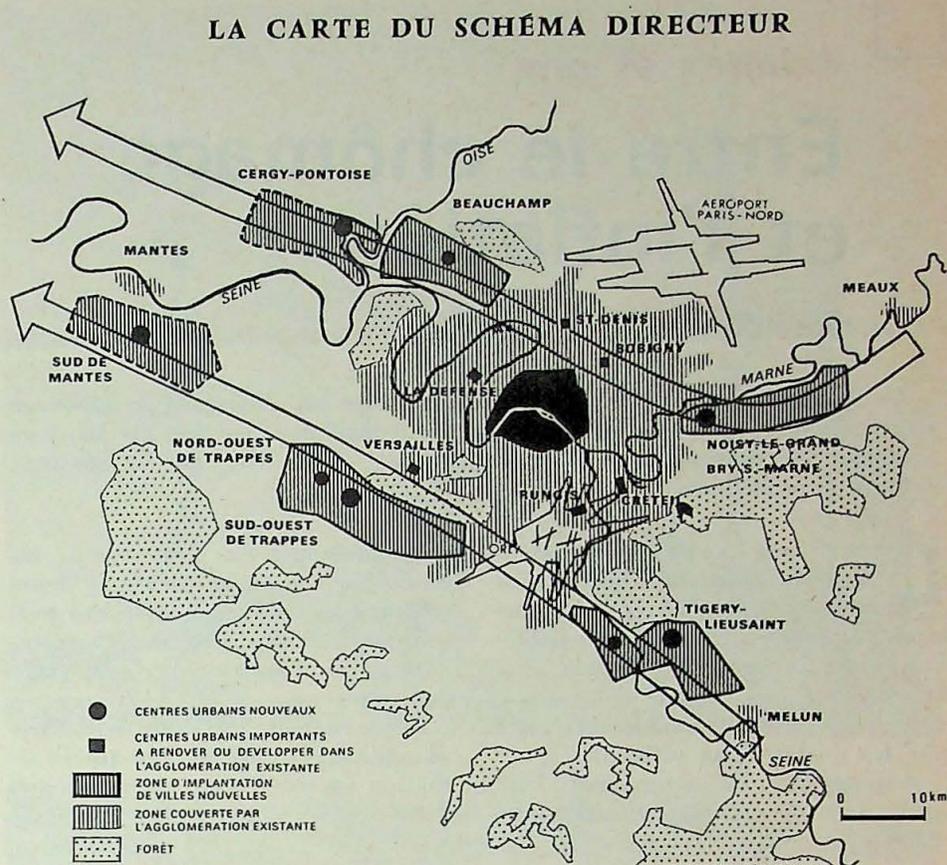
des pouvoirs publics (aménagement du sol, primes, prêts), il peut développer son action sans prendre de grands risques. L'économie mixte signifie pour lui, la nationalisation des dépenses et l'individualisation des profits. L'aménagement reconnu indispensable, devient la distribution du sol aux grosses sociétés, plus soucieuses de satisfaire leurs appétits spéculatifs que l'intérêt général. De plus, une certaine forme de concentration des pouvoirs et de planification technocratique, ne s'en tenant qu'à des impératifs économiques et démographiques, ignorant l'homme et les groupes sociaux, contribue à faire du citoyen un sujet passif noyé dans la masse et à fabriquer une société de robots ou d'assistés.

Face à l'anarchie et aux inégalités engendrées par le capitalisme et la main-mise de celui-ci sur la puissance publique, nous nous devons d'exprimer des choix fondamentaux qui dirigeront nos objectifs en matière d'aménagement de la région parisienne ; ces choix s'appuient, en premier lieu, sur les besoins de la population. Il faut à cet égard distinguer :

## Des besoins...

— *Les besoins objectifs et élémentaires insatisfaits, par suite de la situation actuelle.* Ils sont engendrés par les inégalités dont sont victimes les habitants de la région parisienne. Ils peuvent être évalués par les différences entre le niveau effectif auquel se situe une personne pour une catégorie de biens donnés et le niveau minima d'une part, le niveau moyen d'autre part. Ces différences reflètent l'injustice du système actuel d'aménagement de la région parisienne ;

— *Les besoins correspondant au mode de vie privée et sociale.* Ceux-ci résultent de deux principes de base à savoir : donner à chacun la possibilité de choisir son mode de vie et donner à chacun la possibilité de participer aux choix de la collectivité. Bien entendu, quand nous demandons que l'individu ait des possibilités de choix, nous voulons dire d'abord un accroissement de ses possibilités de choix, qui actuellement, sont pratiquement nulles, et ultérieurement de les porter au maximum compatible avec les contraintes techniques et économiques qui



subsisteront dans toute forme d'organisation sociale ; nous voulons essentiellement que, parmi les solutions techniques et économiquement possibles, les décisions d'aménagement de la région parisienne soient guidées par cet objectif d'accroissement des possibilités de choix individuels. De plus une subordination des décisions d'aménagement à cet objectif suppose un contrôle démocratique de la validité des arguments techniques et économiques et une détermination démocratique des choix de la collectivité. Participer aux choix de la collectivité signifiant :

## ...aux solutions

— une démocratisation des structures politiques et administratives de

la région en particulier par : la création d'unités de gestion plus petite que la commune (quartier) pour certains équipements collectifs ; par une participation à la gestion des arrondissements des représentants de leur population ;

— par l'élection de l'assemblée régionale (actuel conseil de district) ; un découpage des départements en fonction des moyens urbains à promouvoir, et de la structure du réseau de transports. Enfin, le rôle du conseil de Paris, à l'instar des autres grandes villes de France devrait avoir un véritable rôle législatif ainsi qu'un pouvoir de décision. □

David Weill est Conseiller de Paris et Membre du C.P.N.

## PETIT LEXIQUE

Le nombre des organismes travaillant aux côtés du district et de sous-conseil d'administration est assez important pour que l'on risque de se perdre dans les sigles...

— **C.A.R.P.** : Comité d'Aménagement de la Région Parisienne, présidé par le ministre de la Construction, M. Delouvrier, a reçu délégation permanente pour assurer son fonctionnement (organisme de coordination et de contrôle). Un comité interministériel permanent assure la coordination au niveau le plus élevé. Le délégué en est le secrétaire général.

— **C.C.E.S.** : Comité Consultatif Economique et Social, créé en 1963. Rassemblant

des représentants des groupes socio-professionnels et plusieurs personnalités, il fournit au conseil d'administration des avis sur les projets dont il est saisi et poursuit également des études dans plusieurs domaines.

— **I.A.U.R.P.** : Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne, fondation de droit privé, dont le conseil d'administration est présidé par M. Delouvrier. Créé en 1960, il est chargé des études à long terme, notamment de la révision du P.A.D.O.G., Plan d'Aménagement et d'Organisation de la Région Parisienne et, partant de l'établissement du schéma directeur.

— **S.A.R.P.** : Service d'Aménagement de la Région Parisienne, responsable de la publication du P.A.D.O.G. Rattaché au district il poursuit sa tâche d'élaboration des plans (directeurs intercommunaux d'urbanisme) (P.D.U.I.) □

Dans soixante grandes entreprises, des militants ouvriers publient chaque semaine des bulletins d'entreprise sous le titre :

## VOIX OUVRIERE

Sous le même titre paraît chaque mercredi depuis le 1<sup>er</sup> décembre un nouvel HEBDOMADAIRE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE donnant le point de vue de militants ouvriers sur l'actualité politique dans les entreprises et dans le monde.

En vente chez les marchands de journaux : 1 F. Voix ouvrière, 29, rue de Château-Landon, Paris (10<sup>e</sup>).

## Salaires et prix

## Entre le chômage et l'inflation

Jacques Malterre

*La situation actuelle de l'économie française est étrange : le chômage augmente alors que les prix montent. Les travailleurs perdent sur les deux tableaux ; le gouvernement lui y perd la tête, désarçonné par les résultats de sa propre politique.*

Lorsqu'il y a 15 jours, Pierre Mendès France a déclaré que la santé de l'économie était moins bonne en cette fin d'année qu'au début, toute la presse de droite s'est étonnée : « mais c'est le contraire », ont dit les journalistes impressionnés par les déclarations officielles.

Aujourd'hui ils rengainent leur optimisme de commande ; les faits sont là.

## Dernières informations

- Production industrielle : nous sommes au même niveau qu'au printemps.
- Emploi : les effectifs au travail ont diminué de 0,5 %.
- Durée du travail : sans changement.
- Demandes de travail : en hausse continue de 3 à 4 000 par mois.
- Prix : hausse de 0,5 % en octobre.
- Salaires horaires : augmentation de 1 % au 3<sup>e</sup> trimestre 1967 contre 1,7 % au 3<sup>e</sup> trimestre 1966.

## Pourquoi une situation paradoxale ?

On connaît deux types de difficultés dans une économie moderne :

1<sup>o</sup> Les affaires vont bien, les entreprises ont des commandes. Elles vendent bien, elles augmentent leurs effectifs pour accroître leur production mais elles ont tendance aussi à augmenter leurs prix en profitant de la situation du marché. Le gouvernement fait la grimace devant cette hausse des prix qui menace de ruiner la compétitivité face aux étrangers.

2<sup>o</sup> Deuxième type de difficulté : Les affaires vont moins bien soit parce que les exportations se font mal ou parce que la demande des

consommateurs est « réservée » ; les entreprises peuvent satisfaire leurs commandes sans augmenter leur personnel, les moins bien placées procèdent à des licenciements, le chômage augmente.

En ce moment, les deux difficultés se cumulent ; c'est en cela que la situation est particulièrement critique.

## Pourquoi du chômage

Simplifions beaucoup les choses. On peut dire que sur dix travailleurs de l'industrie française, deux travaillent pour l'exportation, deux pour fabriquer des biens d'équipement, cinq pour satisfaire la consommation des Français, un pour produire les biens dont ont besoin les administrations.

Si la demande augmente dans chacun de ces secteurs de 3 à 4 %, les entreprises peuvent la satisfaire grâce aux progrès de productivité.

Si elle augmente plus vite alors les usines augmentent leurs effectifs ; si elle croît moins vite alors au total elles diminuent le nombre d'emplois.

En ce moment la demande de biens d'équipement est « normale », les exportations sont médiocres, la consommation stagne. C'est dans ce dernier secteur, par conséquent, que les choses vont mal et ce n'est pas étonnant.

On a dit plus haut que les salaires horaires au troisième trimestre avaient augmenté de 1 %, mais les prix eux ont augmenté de 1,5 % et le nombre d'heures travaillées a diminué ; par conséquent le pouvoir d'achat des salariés a diminué aussi. Certes les Français pourraient dépenser leur épargne mais ils sont prudents ; les impôts augmentent, le chômage menace ; ce n'est pas le moment de diminuer ses économies ou de s'endetter si ce n'est pas absolument obligatoire. Et puis souvenons-nous que 50 % des Français n'ont aucune économie ; ils vivent chaque mois ou chaque quinzaine sur la dernière paie.

Résultat : le commerce est médiocre, les commandes aux usines sont faibles, les stocks augmentent chez les producteurs, les patrons redeviennent optimistes ; les mieux placés « tournent » avec leur main-d'œuvre, les moins favorisés débouchent par petits paquets.



Seul avenir : le chômage ?

Collombert

## Et les prix ?

Si les affaires vont mal, en théorie producteurs et commerçants baissent leurs prix pour s'enlever les uns aux autres des clients. En réalité les patrons ne sont pas fous ; ils n'aiment pas se lancer dans une guerre des prix qui est ruineuse pour toute la corporation, ils attendent des jours meilleurs ; et puis il y a toujours des secteurs où la concurrence ne joue pas, là on augmente un peu les prix pour compenser la baisse des affaires ou pour équilibrer son budget ou augmenter ses revenus. C'est le cas aujourd'hui. En plus, c'est le moment choisi par le gouvernement pour accroître les tarifs publics et le prix des services de santé. En définitive un peu partout, subrepticement les prix montent.

## Où va-t-on ?

Nous ne sommes pas encore au plus fort de la crise car les grandes inconnues sont pour demain.

Au 1<sup>er</sup> janvier le nouveau régime de la taxation indirecte, c'est-à-dire l'imposition des marchandises et des services va entrer en jeu. Il a été calculé avec deux préoccupations :

— Le gouvernement veut diminuer les prix des exportations par la baisse des impôts qui pèsent encore sur elles, pour qu'il ne perde pas de recettes fiscales, il augmente les impôts sur la consommation.

— Le gouvernement a voulu faire plaisir aux dirigeants des affaires agricoles et commerçants, pour cela il les a autorisés à garder pour eux une partie des baisses d'impôts au lieu de les répercuter sur les consommateurs.

On ne sait donc pas très bien ce

qui va se passer ; pour contrôler vraiment la situation il aurait fallu revenir au blocage des prix, le patronat étant à fond contre, M. Debré y a renoncé et il se contente de demander aux grands groupes d'être « raisonnables ». On s'attend alors à une hausse « modérée » des prix de 2 à 3 % au 1<sup>er</sup> trimestre.

Mais le gouvernement craint beaucoup les réactions des syndicats, il veut donc maintenir la pression du chômage sur les travailleurs, pour cela il ne faut pas prendre de mesures de relance, etc... il n'en prend pas. En 1968 la cote d'alerte des 260 000 demandes d'emploi non satisfaites correspondant à environ 500 000 chômeurs et 1 000 000 de Français « non utilisés » sera sans doute atteinte.

## Organiser la défense

Face à cette situation menaçante les organisations syndicales se préparent. Il est possible qu'elles soient « parties » un peu tôt et à contre-temps, et on peut craindre que lorsque l'ensemble des travailleurs sera vraiment sensible au surcroît de difficultés, l'ardeur combative aura été émoussée par des tentatives de grèves et des semaines d'action rejetées.

Mais nous croyons plutôt qu'un franc succès des journées du 12-13 décembre fera prendre conscience aux forces ouvrières de leur pouvoir réel ; à partir de là les organisations syndicales si elles savent maintenir la pression, la canaliser, l'appuyer sur une analyse exacte de l'évolution économique et sociale pourront obliger le gouvernement à changer enfin de politique et ne pas laisser l'initiative au patronat ; il faut donc tout faire pour donner le maximum d'ampleur à cet « avertissement ». □

## NOEL A LA NEIGE

du 20 décembre au 3 janvier  
pour enfants

Vallais Suisse

Prix : 460 F jusqu'à 10 ans,  
500 F au-dessus de 10 ans  
(voyage en couchettes compris)

Ecrire à l'administration du  
journal, 54, boulevard Garibaldi,  
Paris (15<sup>e</sup>) ou tél. SUF. 19-20.

## Moyen-Orient

# La France entre dans le concert pétrolier

Jean-Pierre Antébi

Le Moyen-Orient a toujours été le théâtre d'une sourde lutte franco-britannique. Déjà au début du siècle Paris et Londres s'affrontaient pour la conquête de la porte de l'Est de Suez.

Aujourd'hui les mêmes capitales s'affrontent toujours mais l'enjeu est différent. Il s'agit de la conquête du pétrole.

Placée en position difficile par la perte du Liban et de la Syrie, la France en raison de la guerre d'Algérie, n'avait pu intervenir lors du grand partage des champs pétroliers. Elle obtenait tout juste un strapontin en Irak avec 23,5 % des actions de l'Irak Petroleum Company.

Débarassée de l'hypothèque algérienne, et paradoxalement grâce à l'Algérie, la France allait se réintroduire là où elle avait presque totalement disparu.

### Un nouveau colonialisme

L'ère du pétrole avait ouvert une nouvelle forme de colonialisme, le problème n'étant plus comme hier de contrôler et d'administrer un territoire, mais d'en contrôler l'économie afin d'en exploiter les matières premières.

L'insuffisance de cadres et de liquidités monétaires dans les pays sous-développés a permis aux pays « évolués » de faire main basse sur toutes ces matières premières et ensuite de les revendre transformées soit à d'autres pays développés, soit au pays producteur lui-même, soit à d'autres pays sous-développés.

La concurrence cependant est chaque jour plus âpre, alors que les Anglo-Saxons pratiquaient la politique du 50 % - 50 % ; ils avaient déjà des difficultés avec un groupe italien l'E.N.I. qui n'hésitait pas à aller plus loin.

La fin de la guerre d'Algérie et les accords franco-algériens en ce qui concerne l'exploitation du pétrole allait s'ouvrir sur une nouvelle situation.

Pour conserver le pétrole algérien, la France dut consentir à une répartition révolutionnaire 75 % - 25 % afin que les investissements entrepris ne l'aient pas été à fonds perdus.

Une politique était ainsi engagée qui devait continuer avec encore plus d'audace. Le 30 août 1966 était signé un accord franco-iranien. Il ne s'agissait pas d'une concession de territoire mais d'un contrat d'entreprise entre l'E.R.A.P. et la société nationale des pétroles d'Iran.

Les effets de ces accords ne tarderont pas à se faire sentir. L'occasion allait en être créée par le blocage des oléoducs de l'I.P.C. par la Syrie.

Le 19 décembre 1966 le Dr I. Mokhos, vice-président du conseil syrien faisait l'éloge de la politique du général de Gaulle et des mesures étaient prises pour que les livraisons de pétrole transitant par la Syrie soient assurées à la France.

### Slalom dans les chasses gardées

En Irak la situation était complexe, en 1961, le gouvernement Kassem avait pris des mesures privant l'I.P.C. de 99,6 % des concessions auxquelles elle avait droit. Seuls les champs en exploitation lui demeuraient, et au hasard des besoins de l'économie irakienne quelques concessions déjà prospectées lui étaient rendues tandis que se poursuivaient des négociations avec le groupe italien E.N.I. (jusqu'en mai 1967), la France créait le groupe ELF, qu'elle associait au groupe E.R.A.P. et qui allait pouvoir agir séparément de la C.F.P. membre de l'I.P.C.

Notons au passage qu'en raison de son attitude l'Irak a, depuis 1961, vu sa production pétrolière diminuer en proportion dans la production du Moyen-Orient. Aucun groupe pétrolier n'osant s'implanter au lieu et place de l'I.P.C. et toutes négociations entraînant de vigoureuses protestations de Londres, Washington et... Paris.

En raison de la guerre des 6 jours on sait que la production pétrolière fut stoppée. A partir de là les événements vont se précipiter.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1967 le pompage est repris en faveur de la France et la Turquie exclusivement. Le 8 des mesures sont décidées en France pour éviter de livrer à l'Europe des dérivés de pétrole en provenance des pays arabes.

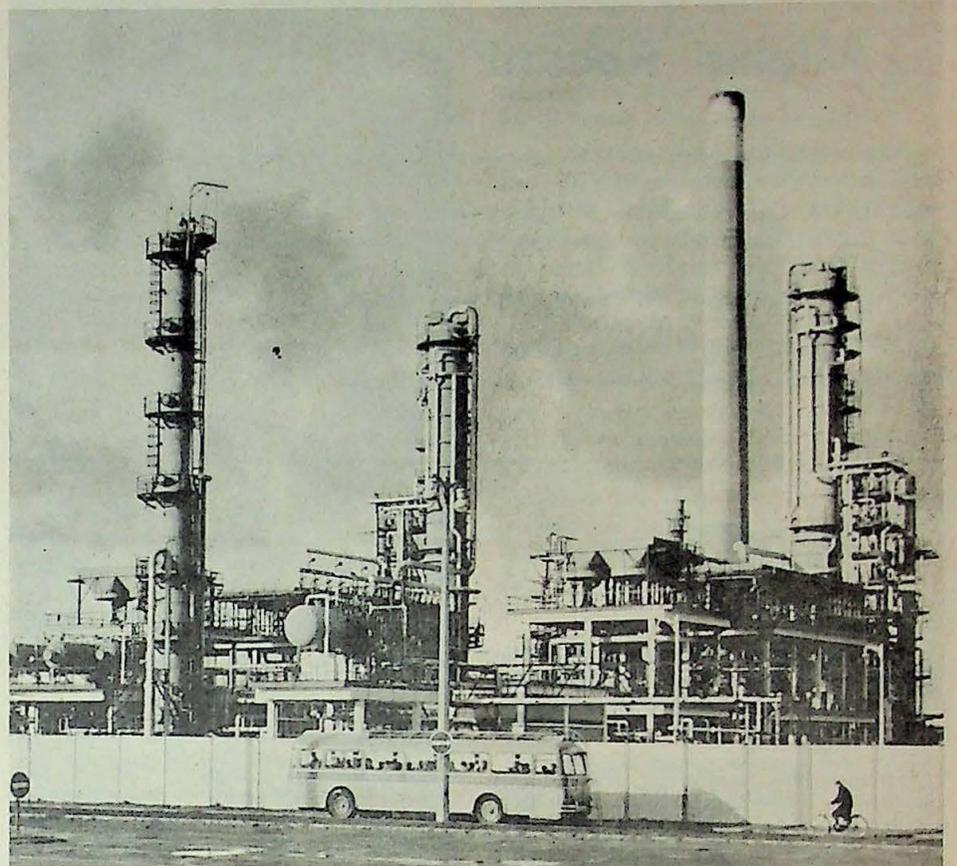
Le 10 août le gouvernement de Bagdad fait connaître la loi pétrolière irakienne, qui consacre les décisions prises par Kassem en 1961. La compagnie nationale irakienne du pétrole reçoit tous les droits d'exploitation sur le territoire, excepté sur les 0,04 % laissés à l'I.P.C. en 1961.

Elle peut agir avec des tiers, mais ne peut rétrocéder de concessions à personne.

Cette loi prépare un accord de type franco-iranien dans la mesure où la C.N.I.P. n'a pas les moyens financiers et techniques pour agir seule.

Il reste à trouver le partenaire, celui-ci existe : ce sera le nouveau groupe français E.R.A.P. - E.L.F.

Pourtant le 12 août la France par l'intermédiaire de la C.F.P. s'associe aux protestations des autres pays membres de l'I.P.C. A l'encontre de



Collombert

la loi du 10 août, elle s'associe à l'avertissement lancé à l'Espagne, à l'Italie et aux pays de l'Est.

Les deux premiers entendent cet avertissement, quant aux pays de l'Est, la production de pétrole de l'U.R.S.S. étant déjà largement excédentaire, ils n'entendent pas intervenir.

Octobre, des bruits circulent à propos de négociations entre la France et l'Irak qui amènent des protestations des U.S.A., mais c'est en début novembre qu'elles se concrétisent avec deux déclarations officielles de Bagdad.

6 novembre : « Nous ne pouvons traiter les pétroliers français comme ceux des pays anglo-saxons. Le peuple et le gouvernement irakien seront heureux de la participation de la France à l'exploitation des ressources nationales du pays. »

Parallèlement on apprend le 8 novembre que la C.F.P. a supplanté la B.P. en Irak et que par l'intermédiaire de Air Total International elle fournira la totalité des huiles et du carburant pour les avions utilisant les aéroports irakiens.

Le 15 novembre on prend connaissance de l'ouverture des négociations officielles.

Le 24 la signature de l'accord entre la C.N.I.P. et le groupe E.R.A.P. - E.L.F. a lieu.

La France gagne donc très largement ce qu'elle avait perdu avec l'I.P.C. puisqu'en plus elle pourra exploiter des concessions déjà prospectées (1).

Mais surtout, le but suprême est atteint : se procurer des matières premières qui seront vendues transformées aux pays riches et à nos partenaires d'Afrique. Il convient ici pour conclure de citer M. P. Guillaumat, président du groupe E.R.A.P. - E.L.F. qui déclarait :

« L'intérêt des Six est de chercher la sécurité des approvisionnements et le meilleur prix. Si nous dépendions des seules fournitures des groupes américains notre sécurité d'approvisionnement pourrait être menacée de trois façons :

— Lorsque notre politique générale déplairait à ces groupes ou à leur gouvernement ;

— Lorsque la politique de leur gouvernement déplairait aux pays producteurs notamment Arabes ;

— Lorsque notre propre politique déplairait aux pays producteurs.

Aujourd'hui seule cette dernière hypothèse peut faire peser une menace sur notre gouvernement. »

La dernière conférence de presse du général de Gaulle a sérieusement écarté cette hypothèse. □

(1) Nous n'avons pas parlé de la concession de Roumeilah, déjà prospectée par l'I.P.C. et qui lui a été retirée en 1961.

Celle-ci n'est pas incluse dans l'accord qui vient d'être signé. Par contre elle fait actuellement l'objet de discussion entre le gouvernement irakien et la Compagnie Française des Pétroles.

**Vacances  
de Noël  
au soleil**

**HOTEL DE LONDRES**

**06-MENTON**

## Michel Rocard en province

Le secrétaire national du P.S.U. poursuivant ses prises de contact avec les fédérations sera au cours des prochains jours :

- SAINT-NAZAIRE, le jeudi 7 décembre (réunion sur invitation à 21 h).
- NANTES, le vendredi 8 décembre (conférence de presse à 11 h et réunion sur invitation à 21 h).
- NANCY, le mardi 12 décembre (conférence de presse à 16 h 30 et meeting public à 21 h).
- METZ, le mercredi 13 décembre (réunion d'information à 21 h).
- NILVANGE, le jeudi 14 décembre (réunion d'information à 20 h 30).

## Appel

Les épreuves du peuple vietnamien dans sa lutte héroïque pour l'indépendance de son pays, la liberté et la paix suscitent, dans le monde entier, un élan grandissant de solidarité.

Toujours plus nombreux, des Français d'opinions diverses agissent pour soutenir le combat du peuple vietnamien. En même temps, des millions d'hommes et de femmes veulent accomplir les gestes les plus simples et les plus efficaces pour soulager les souffrances du peuple vietnamien, pour l'aider à vivre, à défendre ses droits, à sauvegarder ses conquêtes, à développer ses réalisations.

Afin de répondre à cette volonté, afin de donner beaucoup plus d'ampleur à la solidarité matérielle, les formations politiques, syndicales, pacifiques, de jeunesse et de solidarité, signataires de cet appel, ont décidé de lancer en commun une grande campagne avec le mot d'ordre :

« Un bateau pour le Vietnam »

Elles ont constitué avec les représentants de chaque formation un comité national d'organisation qui fera connaître rapidement ses propositions pratiques sur les

produits à collecter pour le chargement de ce bateau et pour le développement de cette campagne sur le plan national et dans les départements.

L'objectif est de faire coïncider le départ du « Bateau pour le Vietnam » avec la fête du nouvel an vietnamien, au début de février 1968.

Les signataires lancent un appel pressant aux formations qui désireraient prendre part à cette initiative de large union.

Ce grand acte de solidarité du peuple français a besoin du concours de tous :

Parmi les organisations signataires, nous notons :

Parti Communiste Français, Parti Socialiste Unifié, Parti de la Jeune République, Confédération Générale du Travail (C.G.T.), Union Nationale des Etudiants de France, Collectif intersyndical universitaire d'action pour la paix au Vietnam, Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (F.E.N.), Syndicat National des Chercheurs scientifiques (F.E.N.), Mouvement de la Jeunesse Communiste de France, Etudiants Socialistes Unifiés, Mouvement de la Paix, Association médicale franco-vietnamienne, Campagne du Milliard, Christianisme Social, C.I.M.A.D.E. (Comité inter-mouvements auprès des évacués), Comité Vietnam national, Mouvement contre l'armement atomique, Mouvement Témoignage Chrétien, Secours Populaire Français, Union des Femmes Françaises, etc.

## Prochaines réunions

FLERS (Orne) — vendredi 8 décembre — 20 h 30. — La Basse-Normandie devant le problème de l'emploi, avec Michel Fontes, membre du bureau national.

PARIS (14<sup>e</sup>) — vendredi 8 décembre — 20 h 30 — 8, villa du Parc-Montsouris avec Abraham Bchar, membre du C.P.N. : « La Chine d'aujourd'hui ».

GENTILLY (Val-de-Marne) — vendredi 15 décembre — 21 h — La logement dans la région parisienne et les propositions du P.S.U., sous la présidence de Jacques Pie-

tri, secrétaire fédéral, avec Henri Leclere, membre du C.P.N. et Claude Bourdet, conseiller de Paris.

THIAIS (Val-de-Marne) — jeudi 13 décembre — 21 h — Thiais. Les luttes sociales en France, avec Christian Guerche, membre du bureau national.

UN COLLOQUE DE CEDETIM

Vendredi 15 décembre — 81, rue Made-

moiselle — 20 h 30.

« Les travailleurs d'Afrique Noire en France. »

## Congrès fédéral de l'Isère

La fédération de l'Isère a tenu les 2 et 3 décembre son congrès fédéral statutaire pour renouveler son organisme directeur. A cette occasion, la fédération a choisi d'illustrer le contenu concret de l'alternative socialiste. Dans un certain nombre de domaines, des questions précises se posent tant en France que dans le cas particulier de la région grenobloise.

Au-delà du rapport moral du secrétaire fédéral, Michel Hollard, quatre thèmes d'action furent abordés : la politique santé, la politique culturelle, la politique économique et sociale, la politique vis-à-vis des jeunes. Tous ces rapports se caractérisaient par le souci de dépasser la simple critique de la politique gouvernementale et de définir des axes concrets de travail pour la fédération comme pour ses élus : un député et plus de trente conseillers municipaux dans l'ensemble du département. C'est incontestablement le rapport sur la santé qui est parvenu le mieux à définir une politique socialiste dans ce secteur d'activité, en précisant à la fois le contenu théorique et en s'appuyant sur des réalisations concrètes dont la politique municipale de Grenoble donne déjà quelques exemples ou projettes d'en réaliser,

comme la maison médicale. Les débats des commissions sur tous ces thèmes furent nourris. Aux termes de ce congrès fut élue une nouvelle commission exécutive fédérale, les orientations de travail sur les différents points ayant été adoptés à la quasi-unanimité. C'est donc une liste unique mais respectueuse de la diversité du parti qui a été constituée.

Michel Rocard a tiré les conclusions politiques de ce congrès en constatant que les travaux de la fédération de l'Isère étaient une bonne illustration de la politique d'alternative socialiste et en souhaitant que le dialogue avec nos partenaires de la gauche permette, dans un avenir aussi proche que possible, des discussions de telles suggestions, voire d'en faire des éléments constitutifs du programme commun.

Le lendemain, 4 décembre, Michel Rocard participait à la reconstitution d'une section dans le secteur rural de l'Isère et surtout animait ensuite une réunion publique. Plus de 300 personnes sont venues poser de multiples questions et ouvrir une discussion très riche sur le thème : « une politique étrangère pour la gauche ».

## Rhône : stage de politique internationale

Dimanche dernier 3 décembre, à la mairie de Tassin, une soixantaine de militants des diverses sections de la Fédération, s'étaient réunis sur l'initiative du bureau fédéral pour consacrer une journée à l'étude des problèmes internationaux.

Marc Heurgon, membre du bureau national, introduisit la discussion en rappelant l'orientation adoptée par le V<sup>e</sup> congrès et précisée lors du C.P.N. de novembre : aspect global du combat anti-impérialiste, solidarité avec les luttes menées au Vietnam et en Amérique latine, importance particulière attachée à la bataille contre les structures capitalistes en Europe occidentale, notamment à l'occasion de la campagne que le P.S.U. va engager contre le renouvellement du pacte atlantique. Des questions nombreuses permirent de donner les

précisions nécessaires sur la conférence de Bologne et ses suites, l'attitude du P.S.U. dans la crise du Moyen-Orient, les formes de la lutte contre l'agression américaine au Vietnam dans le contexte de la réalité lyonnaise.

Trois commissions permirent de poser les questions essentielles sur les différents secteurs d'intervention et de dresser un plan de travail dont le bureau fédéral se saisira. Il est bien évident que cette première journée ne pouvait que permettre de poser les bases du travail des prochains mois. Il est important que de nombreux militants aient mieux pris conscience de la nécessité d'inclure les problèmes internationaux dans notre stratégie d'alternative socialiste et de renforcer dans cette optique la commission fédérale qu'anime Suzanne Gerbe.

## Colloques

GARD : RENCONTRE REGIONALE

Dimanche 17 décembre 1967 — Maison de la jeunesse — Rue Jean-Reboul, Nîmes — 9 h à 17 h.

« La gauche nouvelle face aux problèmes de la démocratie communale. » Problèmes du budget, du plan d'aménagement de la culture et de la jeunesse, avec la partici-

pation de Georges Gontcharoff, membre du bureau national, des élus du P.S.U. et d'animateurs des mouvements de jeunesse et culturels.

CNAL : LES PROBLEMES DE L'ENSEIGNEMENT.

Il se tiendra les samedi 9 et dimanche 10 décembre. Le P.S.U. y sera représenté notamment par Michel Rocard, secrétaire national, Robert Chapuis et Jacques Malterre, membres du bureau national.

Lundi 11 décembre, 21 heures  
meeting des sections GRANDES ECOLES du P.S.U.

L'EUROPE DES TRUSTS... OU L'EUROPE SOCIALISTE ?

sous la présidence de J.-M. VINCENT

avec la participation de

E. MAIRE - Michel ROCARD - B. LAMBERT

44, rue de Rennes, Paris, M<sup>o</sup> St-Germain.

## Les obsèques de M<sup>me</sup> Pierre Mendès France

Une assistance émue et particulièrement nombreuse a suivi les obsèques de Lily Mendès France, à l'ancien cimetière de Neuilly.

Dans la foule, les personnalités et les militants se mélangaient dans un recueillement impressionnant.

Le bureau national de notre parti était conduit par Edouard Depreux et Michel Rocard. Yves Le Foll, Roger Prat et Guy Desson, parlementaires P.S.U. étaient également présents, ainsi que des délégations des fédérations de

la région parisienne et de l'Isère du P.S.U.

La municipalité de Grenoble était représentée par Hubert Duedbout, maire et Jean Verlhac et Maurice Gleize, maires adjoints.

Une importante délégation de la F.G.D.S. était également présente avec René Billières, Charles Hernu, Louis Mermaz, Claude Estier, etc.

Notre journal était représenté par Christian Guerche, Claude Glayman et Harris Puisais.

## Congrès

# Quoi de nouveau à la F.E.N. ?

Robert Chapuis

**A** la fin du mois de novembre, s'est réuni à Paris le congrès de la fédération de l'Éducation nationale. Sur le rapport d'activité et le vote d'orientation, les chiffres (voir ci-contre) sont dans l'ensemble peu différents de ceux de l'an dernier. Rien ne se serait-il passé dans l'année ni dans le congrès ?

A la différence de l'an dernier où la démission de Georges Laure avait posé le problème de fonctionnement interne de la F.E.N., James Marangé présentait un bilan de continuité. De son côté la commission d'étude de la vie fédérale présentait un rapport prudent qui fut aisément adopté : il tente de normaliser les activités des sections départementales, accroît le nombre des membres de la C.A. et fixe à 2 ans la périodicité des congrès.

Le fait nouveau s'était produit en mai dernier : le courant « autonome » avait alors perdu la direction du S.N.E.S. au profit du courant « unité et action » où se retrouvent des communistes et des militants d'origine diverse. Les initiatives de la nouvelle direction, par effort de renouvellement (un journal plus lisible, une campagne de rentrée plus diversifiée et mieux organisée, des invitations lancées auprès des autres syndicats — dont la C.F.D.T. — et de toutes les associations de parents d'élèves) créaient à l'intérieur de la F.E.N. une certaine tension. On le vit bien au congrès qui fut le plus souvent une vaste confrontation entre les propositions de la majorité fédérale appuyée sur le syndicat national des instituteurs, et les initiatives du S.N.E.S. auxquelles s'associaient parfois les représentants de l'enseignement supérieur (S.N.E. sup.) et des chercheurs, ou même des écoles normales (amendement pédagogique).

L'affrontement le plus violent se fit dans un domaine pédagogique : celui de la formation des maîtres.

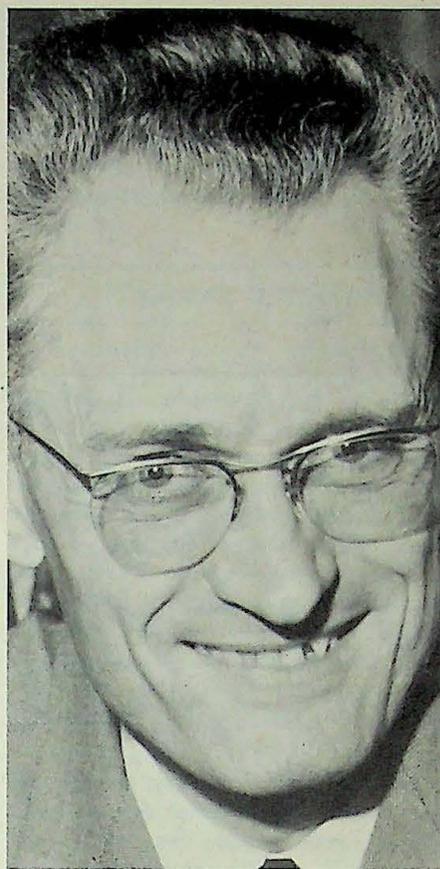
Des travaux menés de longue date à la commission pédagogique entre les syndicats nationaux avaient permis d'aboutir à un texte commun. Néanmoins de nombreuses ambiguïtés subsistaient. Ainsi deux années de formation étaient demandées pour les futurs instituteurs, avec une collaboration entre écoles normales et universités, mais le contenu de cette

formation restait très vague, notamment dans ses aspects proprement universitaires. Ainsi le problème de la formation des maîtres de C.E.G. (et des sections « courtes » de C.E.S.) n'était pas abordé directement : était seulement prévue la possibilité de suivre une troisième année de « spécialisation », après un temps d'expérience professionnelle.

Le S.N.E.S. présenta un amendement pour que cette troisième année succède directement aux deux autres, estimant que tout enseignement pour quelque âge que ce soit est une spécialisation et que l'on ne peut faire de particularités en exigeant un passage préalable dans une autre spécialité professionnelle (en l'occurrence l'enseignement élémentaire). La majorité du S.N.I. l'emporta de peu, car le S.N.E.S. fut rejoint par d'autres syndicats et même certaines sections départementales qui votent d'ordinaire avec la majorité.

Un clivage qui ne recoupe pas celui des tendances traditionnelles se produisit également en matière d'action corporative. A la notion majoritaire demandant le développement des contacts « avec les centrales ouvrières, s'inspirant de la même tradition syndicale authentique », s'offrait un texte commun au S.N.E.S., S.N.E. sup., chercheurs, administration universitaire, etc., qui jugeait de façon positive l'accord C.G.T. - C.F.D.T., condamnant certaines attitudes de Force-Ouvrière et proposait diverses actions (Sécurité sociale, Santé, politique scolaire) à entreprendre sur les bases les plus larges. Le courant autonome ne trouva pas toutes ses voix sur son texte qui fut néanmoins adopté.

Un des derniers votes du congrès se ressentit curieusement des affrontements précédents. Craignant d'être débordée ou se souvenant des positions prises jadis sur l'Algérie (quand la F.E.N. hésitait à reconnaître le F.L.N. comme seul interlocuteur valable), la majorité fit adopter une motion sur le Vietnam, particulièrement modérée : le peuple vietnamien y est montré comme « une victime de la volonté d'hégémonie des grandes puissances », on demande une conférence de la paix avec la participation de toutes les parties en cause, « y compris le F.N.L. ». Ainsi la F.E.N. ne sera-t-elle pas associée en tant que telle aux luttes effectives contre la guerre du Vietnam. □



James Marangé, secrétaire général de la F.E.N.

## Un certain malaise

**A** l'issue de ce congrès et devant les tensions qui s'y sont manifestées, l'observateur ne peut s'empêcher d'éprouver un certain malaise :

— face aux réformes mises en œuvre par le ministère face aux projets de M. Peyrefitte, a-t-on réellement établi une ligne d'action syndicale,

a-t-on vraiment défini des objectifs et une stratégie ? La F.E.N. ne peut se satisfaire d'une politique dont elle dénonce chaque année les méfaits au moment du vote du budget.

— la lutte pour la démocratisation de l'enseignement n'est pas séparable de l'ensemble des luttes pour la démocratie et la transformation de la société : la F.E.N. peut-elle se maintenir à l'écart des organisations de travailleurs ? Continuer de faire comme si la C.F.D.T. n'existait pas, mettre en cause l'efficacité des luttes sur l'emploi, les salaires, la Sécurité sociale en refusant de s'y associer ? La décision de ne pas s'associer à la journée d'action du 13 décembre « dans les conditions où elle est lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T. » est inquiétante à cet égard.

— la réforme de l'enseignement passe par la formation des maîtres : la F.E.N. peut-elle être en retrait sur le gouvernement qui s'appretait à accorder une troisième année de formation aux futurs maîtres de C.E.G. (mais va peut-être profiter de la situation pour n'en rien faire !) ? peut-elle maintenir des divisions fondamentales et irrémédiables dans le recrutement et la formation des maîtres de l'enseignement obligatoire ?

Ces questions sont difficiles et la réponse ne peut s'inventer un jour. Des progrès ont été réalisés : on a reconnu l'importance des problèmes pédagogiques et la nécessité d'accroître la formation des maîtres, soit sur le plan universitaire, soit sur le plan pédagogique.

Il est essentiel que dans les syndicats nationaux et les sections départementales soient développés les débats, les actions et les prises de position qui permettront des progrès plus importants.

C'est à ce prix que le syndicalisme enseignant pourra jouer dans notre pays et dans la gauche le rôle moteur qui devrait être le sien. □

## SKI - HIVER 1967-1968

● CERVINIA - COURMAYEUR - SESTRIERE : 7 jours de ski comprenant : voyage avion Paris-Turin et retour; pension complète, taxes et service compris; assurance accidents, ski et tiers; tarif réduit sur remontées mécaniques.

TARIF : avant le 20 décembre et du 7 au 24 février : de 500 à 1.000 F.

Dans les mêmes conditions, séjours :

10 jours : de 600 à 1.250 F; 14 jours : de 700 à 1.550 F.

● ROUMANIE (dans les Carpates) - POIANA-BRASHOV : 14 jours. Voyage Paris-Bucarest en avion; départs toutes les semaines du 22 décembre au 24 février.

TARIF : 849 F tout compris (en dehors de ces départs, séjour à 944 F).

● A L'OCCASION DES JEUX OLYMPIQUES : vols spéciaux aller-retour :

New York, à partir de 950 F;

Mexico, à partir de 1.800 F.

RENSEIGNEMENTS : à l'administration du journal, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>). Tél. SUF. 19-20.

## Livres

## Mythes et réalités grenobloises

Christian Guerche

Voilà quelques années maintenant que Claude Glayman, collabore à « Tribune Socialiste », dont il est le directeur adjoint, depuis le dernier congrès de notre parti.

Tous ceux qui travaillent avec lui, connaissent son souci de l'information scrupuleuse, soigneusement vérifiée et recoupée. Si l'homme politique sait prendre parti et affirmer nettement ses positions, il ne le fait qu'après avoir recherché jusqu'à l'angoisse toutes les informations disponibles, tourné et retourné les différents éléments d'un problème, jeté un regard pénétrant sur les différents aspects de la réalité, essayé de prévoir les conséquences possibles de chacune des actions entreprises. C'est parfois entre nous, sujet de plaisanteries. Au fil de la vie journalistique, comme de l'action politique, il n'est pas toujours possible de se donner le temps si nécessaire à la réflexion. Et pourtant nous savons bien, que telle est la voie du journalisme de demain. Un informateur responsable pour des lecteurs responsables.

Ces qualités s'épanouissent et éclatent avec une particulière vigueur, dans le récent ouvrage qu'il vient de consacrer à la région grenobloise, et dont le titre « Cinquante millions de Grenoblois », laisse deviner les intentions : à travers l'expérience passionnante de Grenoble, c'est finalement l'image des grandes cités françaises de demain, dont Claude Glayman esquisse les traits essentiels.

En mars 1965...

On sait la surprise causée par les élections municipales de 1965. Certes la municipalité sortante U.N.R. marquait des signes d'affaiblissement très nets, se montrant incapable de résoudre les problèmes compliqués que l'explosion de la région grenobloise posait. Mais les exigences déraisonnables du Parti Communiste avaient brisé l'unité possible de la gauche, et l'apparition du G.A.M., qu'animaient une équipe autour d'Hubert Dubedout, constituait une inconnue, dont on ne pouvait prévoir les conséquences. On sait qu'au premier tour, la liste P.S.U. - G.A.M. - S.F.I.O., arrivait en deuxième position, et qu'avec le désistement du P.C.F., elle l'emportait au deuxième tour.

On a beaucoup commenté à l'époque ces résultats et sans doute a-t-on trop rapidement et trop aisément gé-

néralisé, sur Grenoble. Il fut un temps où tout le monde s'en réclamait. Sans nuances, et avec une excessive simplification des problèmes. Ce n'est pas le moindre des mérites de Claude Glayman, par une analyse tout en finesse, que de remettre les choses en place, en soulignant les aspects positifs de l'évolution des rapports entre les différentes formations de gauche depuis 1965, mais sans cacher les difficultés, les incertitudes et les tentations.

Aussi bien il ne pouvait en être autrement, compte tenu de la complexité redoutable des problèmes auxquels la coalition municipale était confrontée. Parce que, l'élection de la nouvelle municipalité, marquait le réveil de la gauche à Grenoble, réveil confirmé par l'éclatante élection de Pierre Mendès France en mars dernier, il était évident que les nouveaux édiles, se devaient de renouveler profondément le style et le contenu de l'action municipale, et remplacer le « laisser faire » précédent, par une intervention ordonnée et cohérente, qui contribue à l'expansion de l'agglomération grenobloise, tout en créant des rapports de plus en plus démocratiques entre les élus et les citoyens.

### Une vaste réflexion

Dans la description précise et complète des problèmes qui se posent à Grenoble, il est évident qu'il en est de spécifiques — ne serait-ce que l'enclavement de la ville, et les incertitudes de la période post-olympique — et d'autres que cette ville partage avec l'ensemble des municipalités de même importance à travers la France.

Je ne suis pas sûr que l'auteur ait toujours marqué la nuance entre cette spécificité grenobloise et ce qui est général. De même pour certaines des solutions recherchées ou des organismes mis en place. Mais peut-être ne pouvait-il en être autrement, et il serait au surplus singulier que toutes les démarches de la municipalité de Grenoble, soient marquées du sceau de l'originalité.

Ceci étant dit, il reste que l'ensemble de l'activité de la mairie, partitcipe des préoccupations qui sont les nôtres, et que par bien des aspects nous voyons se construire une sorte de modèle.

Il nous est impossible ici de résumer le contenu d'un livre, qui ouvre

une vaste réflexion, sur le rôle des municipalités dans cette seconde moitié du vingtième siècle, rôle dont nous sommes de ceux qui pensent qu'il sera fondamental dans les années à venir, à plus forte raison dans une société socialiste. C'est sans doute au travers de l'activité municipale, que l'on pourra le plus concrètement redonner aux citoyens de ce pays le sens et le goût de la démocratie.

Chapitre après chapitre, Claude Glayman dégage les traits majeurs d'une expérience qui contribue déjà à transformer profondément la vie sociale de Grenoble. Est-ce intérêt particulier, est-ce parce l'auteur lui-même a réuni une documentation plus vaste sur ces sujets, ou est-ce — ce qui paraît le plus probable — parce que l'expérience est plus avancée dans ces secteurs, nous retiendrons particulièrement les passages concernant l'urbanisme, l'organisation sanitaire et la vie culturelle,

qui sont très remarquables, et donnent une vision très aiguë des problèmes en cause.

Aussi bien nous ne saurions trop engager tous nos lecteurs, à lire l'ouvrage. En interviewant patiemment des dizaines de leaders d'opinion et de responsables politiques grenoblois, l'auteur s'est comme à son habitude assuré de ses sources. En ordonnant ensuite toutes ces informations il leur donne un éclairage nouveau et percutant. Si bien que sa réflexion dépasse, et de très loin ce qui aurait pu n'être qu'un reportage de plus, au service du mythe grenoblois, pour devenir au contraire un bilan aussi sérieux que vivant, d'une municipalité dont les traits de demain sont déjà présents dans son activité d'aujourd'hui. □

« Cinquante Millions de Grenoblois », de Claude Glayman. Préface de Pierre Mendès France. Editions Robert Laffont. 12,35 F.

## La gauche qui se rêve

Rémy Grillault

Raymond Barrillon vient de publier avec « La gauche française en mouvement » une intéressante analyse de l'évolution des rapports entre les différentes forces de gauche, depuis trois ans. Disons-le avec franchise, la partie qui nous a paru et de loin la plus riche est celle qui concerne les dernières élections législatives. Un certain nombre de cartes et de chiffres, ainsi que des rapprochements très significatifs, permettent en effet de voir clairement les mouvements qui ont secoué le corps électoral français les 5 et 12 mars 1967, au point de transformer très profondément, les conditions de la vie politique française.

On retrouve ici les qualités largement reconnues du journaliste du *Monde*, dont les articles sont attentivement suivis par la classe politique de ce pays, et qui congrès après congrès, témoigne d'une connaissance précise des organisations politiques, des courants qui les traversent, de leurs rapports et de leurs motivations. Ajoutons-y une sorte d'humour froid qui s'exerce sur tout le monde politique, et dont les traits s'ils sont parfois cruels, tendent le plus souvent à cerner de plus près la réalité, ou à faire image pour appuyer un raisonnement.

Raymond Barrillon, par ailleurs est un homme de gauche. Le mouvement unitaire qui se développe depuis deux ans, et surtout le rassemblement d'une partie de la gauche au sein de la F.G.D.S. trouvent dans ce livre une illustration particulièrement favorable. Un peu trop. En survolant les relations entre les différentes formations de la gauche, l'auteur n'en retient, à y regarder d'un peu près,

que les éléments délibérément favorables à l'unité, au point que les difficultés quand elles se produisent, et même quand elles sont rapportées, apparaissent comme les éléments d'un jeu. Un peu comme quand des enfants d'une même famille s'amusent entre eux à se faire enrager. Cette vision optimiste des choses trouvera sans doute bien des lecteurs satisfaits. Elle ne nous paraît pas rendre compte de la réalité des choses, ni des divergences très profondes qui peuvent subsister encore au sein de la gauche.

Compte tenu du sens de la démarche, on ne s'étonnera pas ici des quelques remarques acides faites à notre endroit (1). Nous nous en amuserons avec l'auteur, d'autant plus, que sa conclusion rejoint, et justifie, l'essentiel de nos préoccupations : « Lorsque la gauche est au pouvoir les Français redeviennent exigeants et lui demandent non point des discours, si grands et si nobles soient-ils, mais des explications. Ils ne lui confieront pas demain les responsabilités si elle ne dit pas dès aujourd'hui comment et à quelles fins elle entend les assumer. » □

(1) Dans *L'Humanité*, rendant compte du livre de Raymond Barrillon, Henry Bordage éprouve très fraternellement, le besoin de reproduire ce propos de l'auteur : « Le P.S.U. qui ne fut jamais grand et devient minuscule ». Nous ne doutons pas, s'agissant d'Henry Bordage que les lecteurs de « Libération » apprécieront. « Libération » ne fut peut-être jamais un grand journal, ce qu'on sait en tout cas, c'est qu'il devint minuscule, avant de naufrager sous l'impulsion active du citoyen Bordage. Lequel ferait bien de faire preuve de décence et d'éviter de commenter désormais, quoi que ce soit concernant le mouvement de la gauche, alors que sa seule réussite est de l'avoir privé d'un journal.



« Monsieur Fugue » : Alain Sauval, Stéphane Lo-Re, Jacques Gripel, François Lauzon, Hermine Karagheuz.

## Théâtre

# Saint-Etienne à Paris

Claude Glayman

La Comédie de Saint-Etienne que dirige Jean Dasté présente actuellement à Paris deux œuvres d'un inégal intérêt. Par cette double manifestation se matérialise la volonté de décentralisation et de brassage artistiques, volonté à laquelle nous attachons beaucoup d'attention.

Du « Révizor » de Nicolas Gogol, accueilli au Théâtre de l'Est Parisien, on connaît le thème. Une cité russe sous l'ancien régime est avertie de l'arrivée imminente d'un haut fonctionnaire, ce qui n'est pas sans bouleverser la bureaucratie locale, oppressive et vénale. Un quiproquo fera qu'un jeune noble ayant perdu le dernier sou (de poche) au jeu, sera confondu avec l'hôte appréhendé et par là choyé en conséquence jusqu'à ce que, à l'instant de la découverte de l'imposture, l'oiseau étant loin, soit annoncée la présence du véritable fonctionnaire.

Dans l'intervalle le labyrinthe des tares du petit personnel de la Russie tsariste aura déployé ses facettes sous nos yeux pour séduire et apprivoiser le faux révizor. Afin d'échapper aux accusations qu'elle craint non sans raison, la bureaucratie se sera mise elle-même à nu. On se prenait à rêver du spectacle de ces énarques au petit pied tels qu'une observation aiguë serait en mesure de les décrire dans maints pays du tiers monde, voire dans la Russie d'aujourd'hui, sinon au beau milieu de notre technocratie...

Autour du faux révizor tout un ballet se met en branle, donnant libre cours à un humour tonique. Satire et satire drôle dont l'adaptation d'A. Adamov n'a peut-être pas toujours su tirer le meilleur parti. Comme si le désir de dénonciation sociale retenait le loufoque et comme si les situations comiques émoussaient le dard accusateur.

Pourtant la mise en scène d'Edmond Tamiz est astucieuse, fertile en trouvailles, richement secondée par les décors et les costumes de Hubert Monloup. En vérité l'insuffisance du « Révizor » de Saint-Etienne tient à la troupe qui ne nous a pas toujours paru à la hauteur des conceptions et de l'ambition de Tamiz.

Nous ne nous abstenons pas de notre réserve en dépit de la sympathie que nous portons à la Comédie de Saint-Etienne et dont l'hommage à l'émouvante beauté de la pièce de Liliane Atlan témoignera. Car il est évident que si la renaissance théâtrale nous vient souvent de province et de banlieue, celles-ci abritent, ou mieux secrètent parfois un certain conformisme, un certain conservatisme contraires au renouvellement.

Jean Dasté, lui-même, dans son interprétation du gouverneur, illustre une manière de jouer périmée. Il est vrai que Gilles Guillot fait merveille dans le personnage du faux révizor, en dépit ou à cause d'une imitation, consciente ou non, de Robert

Hirsch. Le délire mythomane, la nostalgie bureaucratique à la Kafka, le rêve de Saint-Petersbourgeois, s'épanouissent avec beaucoup de talent et d'intelligente préciosité chez G. Guillot. Mais l'intendance ne suit pas et la représentation ronronne. Dommage !

## L'espèce humaine

Comment parler de « Monsieur Fugue » de Liliane Atlan, comment signifier notre émotion devant le calvaire de quatre enfants juifs et d'un adulte (soldat allemand, sorte de Christ fou, porteur du crime des siens et rédempteur) embarqués dans un camion vers la fin concentrationnaire ? Cette pudeur indicible qui nous retient, ce n'est pas la première fois que nous la rencontrons devant des œuvres qui vont loin au creux de la cruauté et du mal ! On pourrait en effet évoquer cette série de psychodrames que se montent les quatre gosses du ghetto et des égouts, cette force imaginative et vitale qu'ils opposent à la volonté de destruction et de désintégration humaine de l'officier nazi. On devrait mettre en relief l'agressivité, la nervosité de ces jeux verbaux, théâtre dans le théâtre, peur dans la peur, descente insondable dans la résistance de l'homme et dans ses infinies réserves d'abjection. On devrait souligner l'admirable discrétion de Liliane Atlan éloignée de toute sensiblerie et de tout excès ; remarquer la vérité psychologique de ces délires, de ces rires, de cet humour où l'enfance et l'épreuve se rejoignent pour faire éclater et passer la rampe à l'intolérable. On devrait rappeler la grande leçon de la défaite inévitable de

toutes les entreprises d'asservissement que les meilleurs écrits sur l'horreur nazie ont éclairée comme une sorte de constance philosophique.

La critique serait néanmoins impuissante devant la brutalité et en même temps la tendresse de ce témoignage. La vérité du témoignage l'emporterait-elle sur la valeur dramatique de l'œuvre ? Nous l'avons craint au début, la vigueur qui suivit nous ayant détrompé. Il est certain que les éléments extérieurs incorporés à la mise en scène, cabine de camion militaire, phares, bruits de moteur, lueurs d'incendies, uniformes, barbelés, armes, etc. contribuent à créer un climat de nature à soutenir même une mauvaise pièce.

Mais contrairement à telle ou telle opinion, la pièce de Liliane Atlan ne se limite pas à son idée de départ, elle avance irrésistiblement, découvrant sans cesse les moyens de dire l'honneur toujours plus, au point étonnant parfois qu'avec l'oubli *imaginaire* des enfants un sourire vous monte aux lèvres.

La mise en scène de Roland Monod, une fois donné son décor émotionnel, sait s'élargir et revenir avec beaucoup de maîtrise. Elle fait appel à toutes les directions de sensibilité que des acteurs, tous mesurés et excellents dans leur désarroi et leur dur désir de durer, savent suggérer au maximum du cauchemar et de la nostalgie de vivre. □

(\*) « Le Révizor » de Nicolas Gogol par la Comédie de Saint-Etienne au T.E.P., jusqu'au 13 décembre. Tél. : 636-79-09.

(\*\*) « Monsieur Fugue ou le Mal de Terre » de Liliane Atlan par la Comédie de Saint-Etienne jusqu'au 13 décembre, au T.N.P. salle Cémier. Tél. : 704-39-50. Cette pièce est publiée au Seuil. 3 F.

# Sophocle ou Noël Coward ?

Bernard Sizaire

Après le paroxysme de « Virginia Woolf », c'est à des jeux plus délicats que nous convie Edward Albee (1). Aucune exhibition chez ces riches bourgeois américains qui tentent de sauver les apparences, malgré une sourde inquiétude s'extériorisant soudain en un cri plus ou moins vite réprimé.

Dans l'univers feutré d'une chaude bibliothèque, la démence spectaculaire de la société américaine semble filtrée, l'équilibre maintenu. Pourtant que d'arrières-pensées, de rancœurs et de haines sous ce calme ! L'opulence matérielle cache ou provoque un malaise que rien ne peut dissiper. Les bases de cette société, les valeurs morales et matérielles qui la fendent, risquent, au moindre vacillement, de déclencher une vague d'hystérie dont la scène de ménage de Virginia Woolf n'était que la traduction domestique.

Cette Amérique inquiète et radoteuse qui perd discrètement la raison n'est pas sans rappeler Tchekhov. C'est la fin d'une société qui se des-

sine ici, comme là. Mais les personnages russes ont une autre épaisseur ; sans doute parce qu'ils possèdent une histoire et des traditions. Chez Albee, ce qui touche, au-delà de l'angoisse particulière aux sociétés repues, c'est l'usure de la vie. Il faut essayer de se maintenir et peut-être y a-t-il quelque chose d'émouvant dans la volonté de l'épouse vieillissante de maintenir un ordre et des formes malgré l'époque et malgré le temps.

Cependant, si Albee ne manque ni d'humour, ni de subtilité, il nous déçoit. Puisqu'il se réclame de Sophocle et de Noël Coward, je crains qu'ici l'influence anglaise n'éclipse celle du tragique grec et que Albee n'ait pu élever la comédie dramatique bourgeoise au vrai drame ou au mythe. Ses folies les plus diffuses comme les plus cruelles renvoient à une indispensable description sociale. L'auteur du « Rêve de l'Amérique » nous la doit. □

(1) Théâtre de France (en alternance).

**U.R.S.S.**

## Les Soviétiques de 1967

Harris Puisais

**C**omment vivent les enfants et petits-enfants des hommes de 1917 ? Ceux qui ont 50 ans. Ceux qui n'ont pas encore 20 ans. Dans leur existence quotidienne. Au sein de la société soviétique contemporaine. Voilà mon propos en cet article où se mêlent à bâtons rompus, des souvenirs de mes séjours en U.R.S.S. Incomplets hélas !

Cet Octobre 1917, tous les citoyens de l'U.R.S.S. en connaissent l'Histoire. L'imagerie officielle en a stéréotypé les héros. Et seuls des curieux comme nous peuvent s'étonner que Trotsky ait disparu des photos de Smolny et que l'encyclopédie soviétique soit à chaque changement du pouvoir expurgée de biographies honorées la veille. Pour tous les Soviétiques 1917 c'est notre 1789. Ils fêtent donc la prise de leur Bastille, conscients qu'ils sont les constructeurs et les témoins d'une nouvelle société qui a vu le jour il y a cinquante ans. Ils ont été façonnés par l'Histoire de ce demi-siècle, ses hauts et ses bas, ses guerres et ses réalisations techniques. Ces hommes nouveaux, ces Soviétiques du quotidien 1967, de quoi parlent-ils ?

Pour résumer, je dirai que leurs trois souhaits les plus ardents sont :

- continuer à mieux vivre ;
- éviter que la guerre n'éclate ;
- se débarrasser de la hantise chinoise.

### Mieux vivre :

#### les cadeaux du 50<sup>e</sup> anniversaire

Assuré de ne jamais être en chômage, de bien manger, d'être soigné gratuitement, de pouvoir poursuivre lui-même ou faire suivre à ses enfants, un enseignement de valeur, gratuit et efficace. Fier d'être un maillon dans les conquêtes de l'espace. Absolument sûr que demain sera mieux qu'aujourd'hui. Débarassé de la crainte policière. Ne considérant pas l'argent comme le moteur exclusif de l'activité humaine.

Qu'il soit membre du parti (5 % de la population) avec ce que cela comporte d'exigences morales et professionnelles, mais aussi d'assurances pour la carrière, ou sans parti avec souvent les mêmes exigences et pas toujours les mêmes avantages.

En décembre 1967 l'homme de la rue espère gagner plus de roubles, avoir enfin un logement, posséder d'ici trois ou cinq ans une voiture, travailler sans souci. Le gouvernement le sait bien qui distribue quelques cadeaux d'anniversaire : en premier lieu le relèvement du salaire minimal pour tous les ouvriers et employés de l'industrie, de l'agriculture et des services publics, de 50 roubles à 60 roubles par mois (1 rouble = 5,50 francs) puis l'augmentation de 15 % des tarifs des normes pour les ouvriers spécialisés des entreprises mécaniques et métallurgiques qui pratiquent la journée de 7 heures de travail, parfois même 6. On apprend également que des métiers où le recrutement se fait rare vont être redressés (c'est le cas des infirmières et filles de salle dans les hôpitaux). Et les jeunes lisent avec grand intérêt qu'on va relever très sensiblement les salaires, indemnités de voyage, de résidence, de retraites, de congés payés pour ceux qui tentés par l'aventure acceptent de se rendre en Arctique, en Sibérie ou en Extrême-Orient.

Autre bonne nouvelle. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1968 les montants de l'impôt sur le revenu pour les célibataires ou les familles de moins de 3 enfants ayant un salaire de 61 à 80 roubles par mois, seront réduits de 25 %. Egalement pour les militaires et les étudiants... Et si tous savent et disent que ce n'est pas encore parfait, aucun ne doute du progrès du lendemain.

— Prenons le logement. Chaque jour il se construit environ 6 000 appartements et 2 800 logements ruraux. Et pourtant le retard est si grand que dans dix ans encore il y aura des mal-logés. Alors on attend son tour patiemment mais sûrement... ou pour 3 000 roubles (16 500 F environ), on achète une pièce, cuisine, salle de bains, payable moitié comptant, moitié à crédit sur vingt ans...

— Avoir une voiture ! Moscou peut recevoir sa part du million de Moskvitch et Fiat que l'on fabriquera en 1970. Pour le moment il n'y a que 50 000 voitures particulières. Et

leurs propriétaires craignent le militaire-contractuel qui peut vous donner quatre heures de colle le dimanche matin pour repasser votre code, ou bien sévir : trois petits trous = trois infractions graves = suppression de six mois du permis de conduire !

— Se distraire ? Le choix est grand. On peut lire pour 1/2 rouble les romans et les livres scientifiques. Balzac en est à son 22 millionième exemplaire et Lénine à son 316<sup>e</sup> million — On se passe aussi en douce les manuscrits non imprimés de la littérature d'avant-garde. Et si on parle de Daniel et Siniavski, inconnus jusqu'à leur procès, c'est pour déplorer tout le bruit qui a été fait et la maladresse de ce procès inutile. « Nous avons gagné un rouble mais nous avons provoqué un million de roubles de dommages » a estimé justement le cinéaste Tchoukhraï. — On peut aussi aller dans l'un des 507 théâtres de l'Union ou des 140 000 cinémas ou des 127 000 maisons de la culture pour 1/10 ou 1/5 de rouble.

Oui, j'oubliais il y a les ivrognes, les voleurs, les criminels, les escrocs... mais on ne leur donne pas cinq colonnes à la une. Il y a les oisifs, les « houligans », fils de familles aisées ou blousons noirs asociaux, comme les nôtres, qui préfèrent vendre de l'icône et trafiquer autour des hôtels. Il y a les quelques prostituées des bars, d'hôtels, des taxis ou des bateaux-mouches. Mais il y a aussi les « droujniks » des jeunes brigades civiles pour remettre de l'ordre. Et tout compte fait la proportion du vice et du crime est nettement moindre qu'en nos pays dits « évolués ».

### Soif de paix

Oui, ces mêmes hommes que le conflit du Vietnam révolte, sont :

— contre la guerre parce que 18 millions de pères et de fils morts entre 1940 et 1944, cela compte !

— contre la dictature au nom du proche passé qu'on veut oublier. Voilà ce qu'écrira un communiste, mon ami Jean Cazalbou, dans son livre « Un certain Ivanov » : « un cas particulier pourtant : celui des enfants de déportés des années sombres. Ils ne comprennent pas que leurs pères aient pu accepter sans mot dire le sort qui leur était fait, ne pas soupçonner la tragique réalité. Ils ne comprennent pas leur réserve à évoquer ce passé et que leur indignation ne soit pas toujours frémissante. Mais on ne saurait parler pour autant de conflit de générations résultant de différences d'âges, plutôt de climats dissemblables porteurs pour les aînés de stoïcisme, pour les suivants, de révolte ».

— contre la Chine, parce qu'ils sont, c'est vrai, conditionnés aux événements de Pékin, aux outrances

et aux enfantillages des jeunes de la révolution culturelle. Parce qu'il est toujours facile à Moscou comme à Paris, de jouer sur le sentiment nationaliste, et que la peur trouve toujours un écho favorable. Parce que l'U.R.S.S. a des frontières avec la Chine et que tout le monde sait que les troupes font mouvement vers ces futurs points chauds. Parce que l'on a le sentiment d'avoir été dupé, trahi, après tant d'années d'aide matérielle. Et parce que la courbe démographique inquiète tout autant que nous le citoyen d'un pays pourtant quarante et une fois grand comme la France et deux fois comme les U.S.A.

— Oui, vivre mieux et vivre en paix. C'est à cela que pensent les descendants du moujik de 1917, du serf misérable, du travailleur de 1899, à qui le tzar Nicolas II faisait la grâce de tolérer 11 h 30 de travail quotidien, de l'analphabète de 1920 (70 % de la population).

Voilà un aspect de l'U.R.S.S. des fusées et de l'amitié. Ni enfer, ni paradis, où tout a été fait, où tout reste à faire. Mélange de conservatisme et de progressisme, où l'homme plusieurs fois meurtri est avide de connaître, de comprendre, d'espérer, où la chance lui est donnée de pouvoir enfin le faire. L'isolement est rompu. Merci Nikita Khrouchtchev d'avoir tracé l'irréversible chemin.

Dans sa diversité, l'homme soviétique est heureux de vivre, chez lui, comme nous le sommes, fiers de nos terroirs.

En commun avec lui, nous devons bâtir notre avenir. Avec un esprit nouveau, un cœur juste, des élans humains. Le sort du monde dépend de notre amitié.

Parce que nous savons rire et pleurer, danser, travailler et rêver. Parce que nous aimons que nos enfants soient proche de nous. Parce qu'un coucher de soleil nous donnera toujours plus d'émotion qu'une forêt de néons. Enfin parce que à travers le monde sont nos frères et nos égaux tous les hommes qui pensent ainsi... comme nous finalement redevables d'une part de leur destin aux hommes d'octobre 1917. □

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux  
(Youg.), V.O.

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>)